

Déclassifié par décision
du ministre de la Défense
N° 014894 du 03 NOV 2006

Le 5 mars 1993
18202/N

FICHE

RWANDA

La ligne de front entre l'Armée Patriotique Rwandaise (APR) et les Forces Armées Rwandaises (FAR) s'est stabilisée. Les rebelles contrôlent la partie nord de l'axe Ruhengeri-Kigali, contournent Byumba pour couper l'axe Byumba-Kigali et prennent position autour de l'axe Nyagatare-Ngarama (Nord-est du pays).

Le rapport de force sur le terrain est favorable à l'APR et l'ensemble des partis politiques craint une offensive des rebelles jusqu'à Kigali. Outre la population déplacée par l'offensive du FPR, la reprise des hostilités a entraîné les deux protagonistes sur la voie des exactions (à grande échelle) contre les membres de l'ethnie opposée à la leur.

La rencontre de Bujumbura (du 25 février au 2 mars 1993), à laquelle ne participait pas le Mouvement Républicain National pour la Démocratie et le Développement (MRNDD, ex-parti unique) a mis en évidence les divergences entre les partisans du président Habyarimana et les représentants des autres partis siégeant au gouvernement (1). Le communiqué final, accusant notamment le chef de l'Etat d'être le principal obstacle à la paix et réclamant le retrait des troupes étrangères du Rwanda pour qu'elles soient remplacées par une force internationale neutre dans le cadre de l'OUA et de l'ONU, ne facilitera pas la reprise des négociations.

La réunion prévue à Arusha entre le gouvernement et le Front Patriotique Rwandais (FPR) a été reportée le 5 mars 1993. Les discussions entre M. Nsengiyaremye, Premier ministre, et le colonel Kanyarengwe, président du FPR, devraient porter sur les violations récentes du cessez-le-feu et les moyens de le rétablir. La rencontre a également pour but d'obtenir des deux parties qu'elles s'engagent à respecter les deux protocoles déjà signés à Arusha les 30 octobre 1992 et 9 janvier 1993 (2).

(1) Faustin Twagiramungu, président du Mouvement Démocratique Républicain (MDR-parti du Premier ministre) a déclaré à l'issue de la réunion que "l'entrée pacifique du FPR à Kigali était préférable au maintien au pouvoir du président Habyarimana".

(2) Un tel engagement permettrait de débloquer la situation s'il était pris par la Présidence, ce qui est pour l'instant improbable.